



jeudi, 09. Février 2017

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
France – Algérie : Œuvrer ensemble à hisser le niveau des échanges	2
Le président de l'Opep, à propos de l'accord d'Alger : Le marché « réagit bien »	2
La facture d'importation de sucre a augmenté de 22% en 2016	2
Vers la création d'un GIE de la filière des PAM	3
Commerce	4
Colaital : La fin du lait en sachet	4
Centre des métiers de l'automobile : Une référence	5
"Cevital prévoit d'exporter pour 2,8 milliards de dollars en 2020"	5
Transactions & Contrats	6
Algérie - Arabie Saoudite : Création d'une unité de médicaments ophtalmologiques	6
UST Oran -Lafarge : Partenariat en béton	7
SAA et Cash : Saine concurrence	7
Régions.....	7
Sétif : Une ville en pleine croissance.....	7
Ouverture de la ligne maritime Oran-Ain El Turck en juin prochain	8



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

France – Algérie : Œuvrer ensemble à hisser le niveau des échanges

Source : El Moudjahid

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Larbi Ould Khelifa, a indiqué que l'Algérie et la France œuvraient ensemble à hisser le niveau de leurs échanges dans un climat marqué par des défis sécuritaires et des mutations politiques effrénées. « Les relations algéro-françaises ont connu une évolution remarquable ces dix dernières années notamment, suite aux visites échangées au plus haut niveau des deux pays », rapporte un communiqué de l'APN, citant M. Ould Khelifa qui a reçu la présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, Elisabeth Guigou. Il a évoqué les résultats positifs perçus à l'issue de ces précédents entretiens avec le président de l'Assemblée nationale et d'autres responsables. Le président de l'APN a estimé que ces entretiens ont révélé une grande entente et une volonté commune de promouvoir la coopération bilatérale sous tous ses aspects, ajoute le communiqué. Dans le même contexte M. Ould Khelifa a mis en avant la nécessité de concrétiser les accords convenus dans le cadre de la Haute commission bilatérale qui représente un des principaux espaces de coopération parlementaire entre les deux pays. Abordant la situation sécuritaire, le président de l'APN a rappelé que l'Algérie qui a lutté seule et le long d'une décennie entière contre le terrorisme est aujourd'hui une source de sécurité et de stabilité et un pôle qui accueille les réfugiés et migrants dans une région qui connaît des crises et des foyers de tension. « L'Algérie encourage le dialogue en tant que moyen unique favorisant le rapprochement de vues entre plusieurs antagonistes au Mali, en Libye et en Syrie », a rappelé M. Ould Khelifa qui a réitéré son appel

à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits dans le cadre de la solution des deux Etats, rapporte encore le communiqué. Pour sa part Mme Guigou a affirmé que les parlementaires français suivaient avec intérêt les efforts consentis par l'Algérie pour sauvegarder la paix et la sécurité dans la région soulignant l'importance de la concertation entre l'Algérie et la France, qui sont deux pays confrontés à des défis communs, à leur tête la lutte antiterroriste.

« La France salue les efforts de l'Algérie pour trouver des solutions pacifiques et durables aux crises dans la région notamment son succès à résoudre la crise malienne », a fait savoir la parlementaire française soulignant que ces efforts ont évité aux deux pays les retombées de la crise sur la sécurité de la région. Elle a appelé à fournir l'appui nécessaire au pays sahélo-sahariens pour les aider à surmonter leur crise rendant hommage à l'Algérie pour son soutien à certains pays de la région, telle la Tunisie, pour transcender leurs difficultés et préserver leur sécurité.

Le président de l'Opep, à propos de l'accord d'Alger : Le marché « réagit bien »

Source : El Moudjahid

Le président de l'Opep, Mohamed Saleh El-Sada, a estimé, hier à Doha, que le marché pétrolier répondait « bien » à la réduction de l'offre, engagée par des producteurs de l'Opep et hors Opep. « Je pense que le marché réagit bien, et vous pouvez voir la baisse de l'offre », a déclaré M. Sada, ministre de l'Énergie du Qatar, à la presse à Doha. Deux accords de limitation de l'offre conclus par l'Opep, l'un en son sein, l'autre avec ses partenaires, dont la Russie, sont entrés en vigueur le 1er janvier. Ces accords portent sur une baisse de l'offre de quelque 1,8 million de barils par jour. L'objectif de

réduction de l'offre, prévue sur une période initiale de 6 mois, est de rééquilibrer le marché. Depuis 2014, une surabondance de l'offre face à une faible croissance de la demande a fait chuter les prix de l'or noir, ce qui a poussé fin 2016 des producteurs menés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à limiter leurs extractions. Cela a eu pour effet de permettre aux cours de renouer avec les 50 dollars. « Le degré d'adhésion (aux accords Opep/non-Opep) est très élevé », a dit le président de l'Opep, ajoutant toutefois qu'« il est trop tôt pour porter un jugement » définitif. Mais M. Sada a estimé qu'il pourrait avoir « une meilleure idée » après la réunion de l'Organisation en mai prochain. « Nous ne manipulons pas les prix », a encore dit le président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, soulignant que l'organisation était « responsable de la sécurité de l'approvisionnement » du marché.

La facture d'importation de sucre a augmenté de 22% en 2016

Source : Maghreb Emergent

Cette hausse de la facture du sucre s'explique non seulement par l'augmentation des quantités importées mais aussi par le renchérissement des prix à l'importation par l'Algérie de cette denrée alimentaire.

Les importations de sucre et de ses matières premières (sucres blanc, roux, de betterave brute, de canne à sucre, sirop de lactose...) ont augmenté à 871,7 millions de dollars (usd) en 2016 contre 714,76 millions usd en 2015, a appris l'APS auprès des Douanes.

Quant aux quantités des importations de sucre, elles ont également marqué une hausse à 2,03 millions de tonnes

(Mt) contre 1,93 Mt, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (CNIS).

Ainsi, le coût des importations de sucre a grimpé de près de 22% en 2016 tandis que les quantités importées ont augmenté de 5,25%.

Cette hausse de la facture du sucre s'explique non seulement pas l'augmentation des quantités importées mais aussi par le renchérissement des prix à l'importation par l'Algérie de cette denrée alimentaire.

En effet, le prix moyen à l'importation du sucre roux a été de 398 usd/tonne sur les 10 premiers mois de 2016 contre 358 usd/t à la même période de 2015, soit une hausse de 11,2%.

Même tendance pour le sucre blanc dont le prix à l'importation a augmenté à 522 usd/t contre 506 usd/t (+3,2%).

Sur les marchés mondiaux, les cours du sucre continuent à flamber: dans son dernier rapport, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que l'indice des prix de ce produit alimentaire avait fait un bond spectaculaire de près de 10% en janvier 2017.

Ceci s'explique par un resserrement de l'offre sur une longue période au Brésil, en Inde et en Thaïlande.

Vers la création d'un GIE de la filière des PAM

Source : L'Econews

L'Algérie importe presque la totalité de ses besoins en plantes aromatiques et médicinales (PAM) et les huiles

essentielles, estimés en 2015 à près de 20 millions de dollars.

Mais cette situation pourrait changer avec la mise en place d'une filière très organisée. C'est en effet, l'objectif d'une rencontre, organisée ce mercredi au siège d'ALGEX, entre des acheteurs/investisseurs Français et des opérateurs et porteurs de projets locaux de différentes Wilayas. Le défi aujourd'hui, selon les participants est comment organiser et créer cette filiale importante pour l'économie nationale, notamment en cette période de crise financière que traverse l'Algérie. Fédérer et mutualiser les efforts des acteurs de la filière pour bien l'organiser, est aussi, selon Hamdane Allalou, l'objectif de cette réunion.

La promotion de la filière des plantes aromatiques, médicinales et huiles essentielles en Algérie (PAM) tente de s'organiser et participer dans le produit brut national. La rencontre est disposée à s'«intégrer dans un cadre de partenariat et d'investissement». D'ailleurs, les discussions ont porté essentiellement sur «les voies et moyens de mettre en place une structure collaborative en vue de créer une synergie dans la filière à l'amont et permettre de créer une visibilité sur les marchés à l'international pour certaines variétés à haute valeur ajoutée».

Absence de débouchés

L'un des grands problèmes également soulevés par les intervenants est le manque de débouchés. «En Algérie, nous produisons plusieurs PAM et huiles essentielles, mais nous n'arrivons pas encore à les mettre sur les marchés internationaux.», se désolent les participants à cette réunion.

Dans l'optique de développer cette filière sur l'international, les participants à cette rencontre ont proposé la création d'une entité privée qui regroupe les acteurs de la filière qui aura pour missions, le consulting, l'accompagnement des producteurs, la labellisation et la certification des huiles essentielles et produits PAM, et aussi pour commercialiser ces produits. D'autres, ont proposé la création d'une association qui regroupe les producteurs, les chercheurs et les connaisseurs de la filière des PAM et huiles essentielles. Elle sera aux côtés de ses adhérents et acteurs dans l'accompagnement et le développement des projets montés dans la filière.

Le Secrétaire général d'ALEGX intervient pour proposer la création d'un cluster à vocation internationale qui regroupe tous les acteurs et la promouvoir dans un avenir très proche. Il vise ainsi, la promotion des PAM algériens dans les marchés extérieurs. Avec un groupement d'intérêt, selon les participants, beaucoup d'avantages seront accordés aux acteurs de la filière. Il s'agit entre autres d'aller en groupe sur les marchés internationaux sous forme de consortium qui peut négocier les prix de vente des produits et d'achats des équipements, des labels, etc.

Mais, la majorité des participants ont opté pour la création d'un Groupement d'intérêt économique, qui pourra représenter les acteurs de la filière. Ainsi, un expert sera sollicité pour la mise en place du cadre juridique du groupement. L'intérêt de ce groupement est d'aller en avant de cette filière, gérer les affaires sur le volet international des entreprises adhérentes. La majorité des participants ont voté pour la création de Groupement. L'adhésion à cette entité est toujours ouverte devant les acteurs de la filière. Allalou Hamdane, Toufik Khiati, Jabou Djamel sont désignés pour piloter la création de ce groupement. Une autre

réunion d'évaluation du travail du comité sera organisée le 9 mars prochain.

COMMERCE

Colaïtal : La fin du lait en sachet

Source : El Moudjahid

«Toutes les mesures ont été prises pour que les producteurs de lait se mettent à commercialiser du lait en briques dès le mois de mars prochain», a annoncé le directeur commercial du complexe laitier d'Alger (Colaïtal).

Mohamed Saïd, qui s'est exprimé à la radio algérienne, a affirmé que le lait ne sera plus commercialisé dans des sachets en plastique, à partir de mars 2017. «Les producteurs envisagent de remplacer cet emballage par des briques en carton, et espèrent réussir à commercialiser 100.000 briques de lait, dans une première phase, avant de se mettre à généraliser ce procédé à travers le territoire national», a-t-il dit, affirmant que les équipements et les matières premières ont été déjà réceptionnées. Concernant une éventuelle hausse des prix du nouveau pack, le même responsable n'a pas été en mesure de confirmer ou d'infirmer l'information. Pour sa part, le PDG du groupe étatique Giplait, Mouloud Harim, a indiqué que les unités qu'il dirige vont commercialiser du lait pasteurisé de vache, dans un emballage en carton, avant le mois de Ramadhan. Il a affirmé que la capacité de production de ce nouveau produit sera de 300.000 litres par jour, tout en précisant que ces deux laits ne seront pas subventionnés. Ils seront vendus, en fonction de la demande, entre 55 et 60 dinars.

Parallèlement, le groupe Giplait annonce qu'il continuera de produire du lait pasteurisé conditionné

en sachet. Mais il est clair que les quantités qui sortiront des unités du groupe, qui détient plus de 50% des parts du marché, seront moins importantes que par le passé, puisque avec l'introduction de ces 300.000 litres par jour — environ la moitié de ce qui est produit actuellement par Giplait en lait en sachet —, il sera nécessaire de retirer des quantités de lait en sachet du marché. Il y a lieu de dire que les pouvoirs publics, notamment le Premier ministre Abdelmalek Sellal, avaient déjà demandé aux producteurs de lait de s'orienter vers des emballages «plus sains», affirmant que les sachets en plastique étaient nocifs pour la santé.

L'Algérie se tourne peu à peu vers l'écologie et le conditionnement sain des produits alimentaires, suivant le dicton «doucement, mais sûrement». Selon les experts, les sachets en plastique sont souvent fabriqués à base de matières organiques recyclées, dont certains composants peuvent être toxiques et leur contact avec des produits destinés à l'alimentation est fortement déconseillé, car provoquant à long terme des maladies chroniques qui peuvent atteindre des organes vitaux comme le foie et l'estomac. De surcroît, le sac en plastique coûte aussi cher à éliminer qu'à fabriquer. Par contre, le sac en papier est, quant à lui, un produit biodégradable et présenté comme bénéfique à la fois pour le consommateur et pour l'environnement, à condition qu'il soit issu de produits vierges répondant aux standards internationaux.

Baisse de plus de 18% de la facture d'importation en 2016

Il y a lieu de souligner que la facture d'importation de lait a reculé à 849,2 millions de dollars (usd) en 2016, contre 1 milliard usd en 2015, soit une baisse de 18,66%. Les quantités importées de ce produit (lait en poudre,

crèmes de lait et matières grasses laitières utilisées comme intrants) ont également reculé pour s'établir à 358.943 tonnes (t), contre 372.126 t, soit une réduction de près de 3,54%. En effet, le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis) a indiqué que cette réduction de la facture d'importation s'explique non seulement par le recul des quantités importées, mais aussi par la chute des prix à l'importation par l'Algérie de cette denrée alimentaire. Durant les dix premiers mois de l'année 2016, le prix moyen à l'importation par l'Algérie des poudres de lait s'est établi à 2.311 usd/t, contre 2.834 usd/t à la même période de 2015, soit une baisse de 18,5%.

Même tendance baissière enregistrée pour les matières grasses laitières dont le prix moyen à l'importation était à 3.743 usd/t, contre 3.951 usd/t, en recul de 5,3% entre les deux mêmes périodes de comparaison.

Néanmoins, et dans la perspective de réduire les importations de ce produit subventionné et de promouvoir la filière lait, des mesures ont été décidées par le gouvernement en faveur des éleveurs et des opérateurs de ce secteur en augmentant la subvention du lait cru et en encourageant l'investissement, avec l'objectif de baisser les importations de la poudre de lait de 50% à l'horizon 2019.

D'autres mesures de facilitation à moyen terme ont été prises par le gouvernement afin d'asseoir une stratégie de relance de la filière lait. Il s'agit, notamment de l'accès des professionnels de la filière lait au foncier agricole pour leur permettre d'investir en amont de cette filière et concourir au développement des grandes cultures (céréales et fourrages).

Les pouvoirs publics ambitionnent, dans ce cadre, de promouvoir la création de fermes modernes intégrées

pour l'élevage bovin laitier et la production de céréales et de fourrages dans le cadre de contrats-programmes. D'autres dispositions ont été prises afin d'encourager l'utilisation du crédit de campagne «R'fig» pour investir dans la production des fourrages, tandis que les coopératives des éleveurs ont été incitées à recourir à l'exploitation des périmètres irrigués, notamment dans les Hauts Plateaux et le Sud. Aussi, cette nouvelle politique d'encourager la production laitière en amont est à même de permettre de faire émerger une véritable production laitière en Algérie. Les pouvoirs publics se sont rendu compte que l'importation de vaches de première qualité et les aides aux producteurs ne constituent nullement la meilleure manière d'avoir une filière performante, d'où l'approche innovante qui va certainement donner des résultats. Si ce n'est pas à moyen terme, ça le sera sur le long terme.

Centre des métiers de l'automobile : Une référence

Source : El Moudjahid

Participant pour la deuxième fois au Salon national de la formation continue et par apprentissage qui a pris fin hier, au palais de la Culture, le Centre de formation des métiers de l'automobile, Renault Algérie Académie, a tenu à présenter une conférence sur «L'approche de Renault-Algérie sur l'apprentissage». Une rencontre animée par son responsable de la formation commerciale & après-vente, Mohamed Berkane, qui précise que ledit centre est destiné au renforcement des compétences professionnelles dans le domaine de la mécanique.

Fondée en 2008 et s'étalant sur 2.000 m², Renault-Algérie Académie a accueilli, dans un premier temps, les stagiaires du réseau d'agent agréés Renault, or, depuis

le 4 mai 2014, ce centre de formation a la possibilité de former toute personne désireuse d'acquérir l'un des nombreux savoirs automobile, et ce grâce à son agrément obtenu auprès du ministère de la Formation professionnelle.

Ce centre de formation peut prendre en charge 4.000 stagiaires par an, toutes formations confondues. Les formations sont basées sur des méthodes pédagogiques variées et garantissent le savoir-faire dans l'application du métier d'avenir.

Selon le représentant du constructeur de la marque au losange, «l'objectif de Renault-Algérie Académie est de faire des stagiaires les meilleurs chacun dans son domaine, et cela grâce aux formateurs experts labellisés par Renault Académie France». Et d'ajouter que «les formateurs spécialisés vont permettre aux stagiaires d'atteindre un niveau de connaissances et de pratique optimum. Les formations diplômantes et mécaniques proposées ont été finement préparées par les experts et hiérarchisées en fonction des cibles de niveau à atteindre».

Pour M. Berkane, au volet formation interne (collaborateurs du réseau Renault- Dacia), après le recrutement, le stagiaire passe par une phase de préformation où il valide des compétences dites pré-requis, sur un système d'information LMS Learning Management System ; ce dernier délivre une attestation de réussite, cette prestation permet aux stagiaires d'accéder aux cursus de Renault-Algérie Académie. La durée de la formation varie en fonction des spécialités. Il indique que depuis que le centre a décroché son agrément, «Renault Académie est en mesure de dispenser des cursus en externe, les spécialités sur lesquelles nous sommes agréés par la direction de la formation de la wilaya d'Alger sont : conseiller vente de

12 jours de formation, électromécanicien (mécatronique) de 34 jours et carrossier de 20 jours».

Chaque cursus est clôturé par une labellisation «Certification», durant laquelle le candidat est mis en face de problématiques réelles qu'il devra résoudre en respectant la méthodologie acquise toute au long des différents cursus.

Renault-Algérie offrira plus de 7 formations diplômantes aux métiers de l'automobile, par des formations en alternance pour une durée de 6 mois, couronnées par un diplôme certifié par l'État. Renault-Algérie Académie ouvre ses portes à tous les stagiaires qui souhaitent se former aux métiers de l'automobile, en vente et en après-vente.

Il est à noter que le Salon a enregistré, tout au long de sa tenue, des conférences, des ateliers et des tables rondes, dans l'objectif d'expliciter les dispositifs, les règlements, la fiscalité, la politique de l'emploi, les carrières, ainsi que les métiers et les programmes des formations.

Par ailleurs, les responsables de cette initiative ont annoncé l'organisation de la 1re édition du Salon régional de la formation et de l'emploi qui doit se tenir du 13 au 15 mars à Sétif, tandis que le 11e Salon national du recrutement aura lieu du 18 au 20 avril à Alger.

“Cevital prévoit d'exporter pour 2,8 milliards de dollars en 2020”

Source : Liberté

Le président du groupe révélera que Cevital va investir, d'ici à 2020, plus de 300 millions de dollars au niveau du pôle industriel de Sétif.

Dans un entretien accordé au magazine économique français *Entreprendre*, le patron du groupe Cevital, Issad Rebrab, a décliné ses ambitions à court et à moyen terme. “Je veux installer Cevital comme le premier exportateur privé algérien de taille mondiale, après le géant pétrolier public Sonatrach. Le groupe prévoit d’exporter pour 2,8 milliards de dollars en 2020, dont 2 milliards de dollars viendront de l’électroménager”, dira d’emblée M. Rebrab qui place la barre très haute en termes d’investissement et pourvoyeur de projets à valeur ajoutée. Pour preuve, “Cevital, explique-t-il, prouve que les entreprises algériennes peuvent créer de l’emploi et de la richesse, et conquérir des parts de marché à l’international, pour peu qu’on les laisse investir et qu’on libère les initiatives”.

Soulignant que 95% des revenus en devises de l’Algérie sont assurés par le pétrole et le gaz, il affirme que Cevital “est un exemple susceptible d’inciter le pays à passer enfin d’un modèle fondé sur la rente pétrolière à une économie diversifiée et compétitive”. Quid de la qualité et du coût de la main-d’œuvre, mais aussi des qualifications qui pourraient porter ces projets à terme avec succès ? M. Rebrab estime que ce coût “ne peut pas être le seul. Si on veut être le n°1, il est impératif d’investir dans les dernières technologies. Aujourd’hui, une main-d’œuvre ordinaire n’est pas compétitive en comparaison de ce que peuvent apporter les robots en termes de qualité et de coûts de production”.

Citant l’exemple du pôle industriel de Sétif, il révélera que Cevital va investir, d’ici à 2020, plus de 300 millions de dollars. “C’est le plus grand projet jamais réalisé dans la région. Avec cette production, nous livrerons le marché mondial. Il faut à la fois être présent dans un pays très compétitif en termes de coûts et il faut investir

dans la recherche et le développement et l’innovation. On ne peut pas s’en sortir autrement”, a développé encore le patron de Cevital. Ce dernier a également abordé la reprise de Brandt qu’il qualifie de “plus que concluante”. Cevital a réussi à redonner vie à cette entreprise, qui était en faillite, “pour maintenir, explique-t-il, les emplois en France tout en investissant dans des unités modernes et très compétitives en Algérie afin de créer des synergies”.

Objectif atteint, M. Rebrab révélera que Brandt va réaliser 500 millions de dollars de chiffre d’affaires en 2017, contre 370 millions en 2015 et 170 millions en 2014. “Nous devrions être rentables l’an prochain (2018,ndlr) si l’on exclut les coûts de structure. Mais Cevital n’aurait pas réussi à redresser Brandt France sans investir fortement en Algérie”, a-t-il encore affirmé. Pour faire aboutir cette stratégie, M. Rebrab a expliqué qu’il fallait “aller vers la ‘co-localisation’. Les volumes générés permettent alors de réduire les coûts de la commercialisation. En jouant sur cette synergie, on peut constituer de grands groupes capables d’affronter la concurrence mondiale avec divers produits. L’Algérie peut devenir l’atelier de l’Europe et l’industrie française a de beaux jours devant elle, pour peu qu’elle investisse”. D’ailleurs, il citera Brandt comme exemple type de cette stratégie en affirmant que “seule la partie cuisson pouvait être compétitive. En France, nous ne faisons que la partie ‘chaud’, fours, cuisinières et plaques, tandis que la partie ‘froid’ est fabriquée en Algérie”.

D’ailleurs, il rappellera qu’il restait quatre usines en France, dont deux spécialisées dans les équipements de cuisson, à Orléans et à Vendôme, et deux autres en Vendée, qui fabriquaient des lave-linges spécifiques et des fours à micro-ondes. “Mais des études nous ont démontré que ces activités n’avaient pas d’avenir. Les

produits blancs ont quitté l’Europe occidentale”, a conclu M. Rebrab.

TRANSACTIONS & CONTRATS

Algérie - Arabie Saoudite : Création d’une unité de médicaments ophtalmologiques

Source : El Moudjahid

Il s’agit du laboratoire algérien de fabrication de médicaments Huppharma, et la société industrielle pharmaceutique saoudienne Jamjoom Pharma qui vont créer à Constantine une unité industrielle d’une capacité de production de 250 millions flacons de collyres par an. Créée dans le cadre de la règle des 51/49% régissant l’investissement étranger en Algérie, cette société mixte nécessitera, dans une première étape, un investissement de 50 millions de dollars, puis 80 millions de dollars supplémentaires. La convention a été signée par le Pdg de Huppharma, Toufik Belhadj Mostefa, et le représentant de Jamjoom Pharma, Mahmoud Youcef Jamjoom, en présence du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, et de l’ambassadeur d’Arabie saoudite en Algérie, Sami Ben Abdellah Salah.

Dans le cadre de ce projet commun, il s’agira de fabriquer 15 types de produits ophtalmiques de JamJoom Pharma, actuellement importés, a déclaré M. Belhadj Mostefa, qui précise que cette future unité produira, dans une seconde phase, divers autres produits pharmaceutiques. Ceci, a-t-il souligné, entre dans le cadre de la politique du gouvernement visant la réduction de l’importation des médicaments et le renforcement de l’industrie pharmaceutique nationale. Actuellement à 30% de réalisation, l’usine sera livrée durant le premier trimestre de 2018, a indiqué M. Belhadj Mostefa. Pour sa part, le ministre de la Santé a

affirmé que cette unité permettra non seulement de réduire encore plus la facture d'importation, mais ouvrira également les portes à l'exportation, notamment vers les pays arabes.

Il a ajouté que l'industrie pharmaceutique nationale assure aujourd'hui la satisfaction de 61% des besoins du marché local. Par ailleurs, le Pdg de Huppharma a indiqué que cette nouvelle usine permettra de créer 250 emplois directs et environs 1.000 emplois indirects. Créé il y a 12 ans, le groupe Huppharma compte 4 entreprises couvrant différentes branches de l'industrie pharmaceutique, telles que la production de médicaments génériques, ainsi que la distribution. Il dispose de 4 unités de production indépendantes, alors que 3 autres unités sont en cours de réalisation à Constantine. Basée à Djeddah, l'entreprise saoudienne, présente dans 30 pays, est l'une des principales sociétés pharmaceutiques du Moyen-Orient.

UST Oran -Lafarge : Partenariat en béton

Source : El Moudjahid

Une convention dédiée à la formation a été conclue entre l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB), et l'entreprise Lafarge Ciment d'Oggaz (LCO), a-t-on appris auprès des responsables de cet établissement d'études supérieures. Cette action de partenariat, qui s'inscrit dans le cadre du rapprochement entre l'université et le secteur industriel, a été signée mardi au niveau du site de l'entreprise LCO (wilaya de Mascara), a précisé à l'APS, Amine-Bouziane Hammou, vice-recteur de l'USTO-MB, chargé des relations extérieures et de la coopération. Les documents définissant ce partenariat ont été paraphés par la rectrice de l'USTO-MB, Nassira Benharrats, et le directeur financier de LCO, François Lemaire, a indiqué M. Hammou. Un programme de

formation bénéficiant aux deux parties constitue l'objectif essentiel de cette convention, a-t-il signalé, expliquant que l'USTO assurera des séminaires et ateliers de travaux pratiques au profit du personnel de l'entreprise LCO. Les étudiants de l'USTO bénéficieront, quant à eux, de stages pratiques et de fin d'études au sein de cette entreprise, a fait savoir M. Hammou, rappelant que son établissement et le groupe Lafarge-Algérie sont également liés par une précédente convention qui a permis l'ouverture, en 2011, d'un parcours de master professionnel en Chimie des matériaux industriels. L'USTO-MB compte, selon le même responsable, 48 conventions de dimension internationale et 37 autres à caractère national, dont 16 conclues avec le secteur industriel.

SAA et Cash : Saine concurrence

Source : El Moudjahid

La Société algérienne des assurances (SAA) et la Compagnie algérienne des assurances dans le secteur des hydrocarbures (Cash) ont signé récemment un protocole d'accord de coopération commerciale et de saine concurrence, a appris l'APS auprès d'un responsable de la SAA. Portant exclusivement sur les grands assurés (risques entreprises), cet accord vise à introduire «plus de déontologie dans le secteur des assurances pour faire en sorte qu'il y ait un respect entre les compagnies d'assurance elles-mêmes, et également vis-à-vis de leurs clients», explique M. Omar Akchiche, conseiller du Pdg de la SAA. Premier du genre en Algérie, cet accord s'articule autour de trois volets essentiels. Il s'agit, désormais, de s'assurer que la situation financière de chaque grand client à l'égard de sa compagnie d'assurances soit apurée lorsqu'il souhaite changer d'assureur, précise le même responsable. À ce propos, un responsable de Cash explique que ces cas se produisent lorsque certains

risques industriels exigent de l'assuré le paiement de polices d'assurance élevées.

REGIONS

Sétif : Une ville en pleine croissance

Source : El Moudjahid

À l'issue de sa quatrième journée dans la wilaya de Sétif, Ian Rozdilsky, attaché économique au niveau de la section politique et économique de l'ambassade des États-Unis en Algérie, a consacré son programme à la visite de différents espaces économiques, culturels et commerciaux, où il n'a pas manqué de s'entretenir directement avec les gestionnaires, achevant hier son séjour par une rencontre avec les opérateurs économiques. Au cours d'un déjeuner d'affaires organisé par la Chambre de commerce et d'industrie El-Hidhab, les deux parties se sont longuement entretenues sur différents sujets se rapportant, notamment aux possibilités de partenariat. Un partenariat mutuellement profitable avec une approche qui serait fondée sur une dynamique d'exportation et d'amélioration constante des taux d'intégration nationaux, soulignent d'autres opérateurs économiques qui abonderont également dans le sens de la mise en place de réseaux commerciaux et de transfert de technologie et de savoir-faire. Le diplomate, qui s'est déclaré très satisfait par la visite qu'il vient d'effectuer à Sétif, «une ville en pleine croissance», n'a pas manqué de mettre l'accent sur toutes les potentialités que recèle cette wilaya et qu'il a eu l'occasion de constater au cours de cette visite qui lui a permis d'aller au contact d'opérateurs économiques, de visiter des sites culturels, comme celui de Djemila, de prendre également la mesure de la dynamique commerciale en visitant cette grande cité que l'on appelle «Doubai» à El-Eulma et de visiter des écoles, dans le cadre de la mise en œuvre du

programme «ACCESS» d'apprentissage de la langue anglaise, financé par l'ambassade des États-Unis, où il a assisté à la cérémonie de remise de diplômes des écoles «EPITA» et «MBI» dont il visita aussi le nouvel Institut au niveau duquel la partie technique est pratiquement achevée et qui sera consacré à l'impression en 3 D pour le secteur de l'électroménager. L'attaché économique a visité également, au niveau de la zone industrielle, la conserverie El-Fouara et une unité du groupe SAFCER spécialisé dans la production de compacto-porcelaine, s'enquérant de la dynamique industrielle et ciblant les possibilités de coopération.

Ouverture de la ligne maritime Oran-Ain El Turck en juin prochain

Source : Maghreb Emergent

Une ligne de transport maritime des voyageurs Oran-Ain El Turck s'ouvrira en juin, a affirmé mardi à Oran le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaa Talai.

Au niveau du site "Les Dunes" à Aïn El Turck, M. Talai s'est enquis de l'état d'avancement de l'appontement, une plateforme devant accueillir des navires assurant cette desserte maritime reliant le port d'Oran à Ain El Turck.

Un appontement fondé sur des caissons (18) dont les travaux entamé en mai 2016 ont atteint un taux d'avancement de plus de 52 % avec un léger retard du au problème de dragage, selon les explications fournies sur place.

La navette sur cette ligne sera assurée toutes les deux heures à bord d'un navire de transport maritime de 35

mètres, a fait savoir le chargé de communication au ministère des Transports et des Travaux publics.

Une enveloppe de 200 millions DA a été accordée par la wilaya d'Oran en complément à celle nécessaire pour la réalisation de brise-lames au site "Les Dunes", estimée à 660 millions DA par le laboratoire d'études maritimes.